

L'impérieuse nécessité d'une relance verte

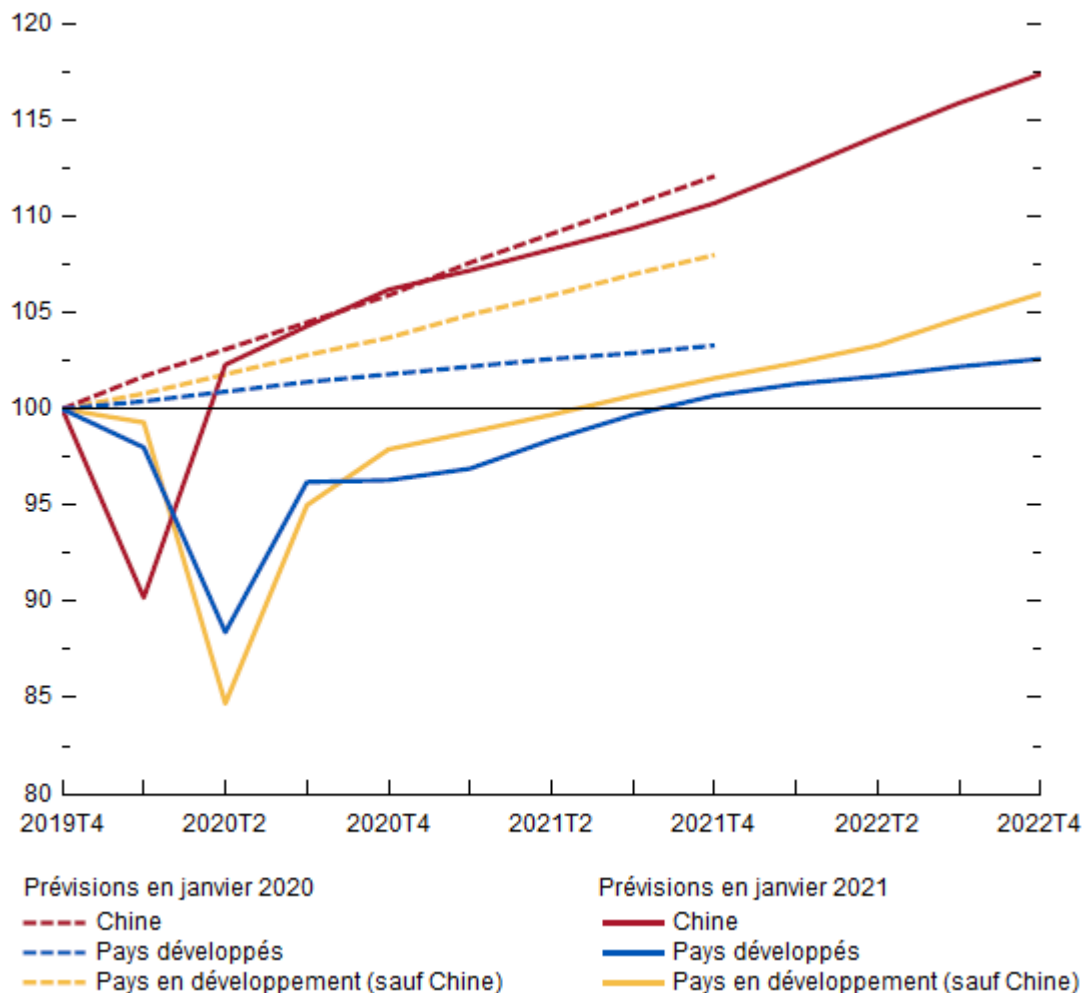
blogs.alternatives-economiques.fr/anota/2021/03/23/l-impérieuse-nécessité-d-une-relance-verte

A court et moyen termes, les populations subissent les lourdes conséquences économiques et sociales de la pandémie. A moyen et long terme, elles devront également faire face aux répercussions du changement climatique. Les gouvernements auraient pu répondre simultanément aux défis pandémique et environnemental en adoptant une relance verte. Ce n'est guère ce qu'ils ont fait. Le court-termisme de la gestion de la crise économique pourrait même compliquer la lutte contre le changement climatique.

Il est nécessaire et possible de stimuler l'activité à court terme

Selon le FMI (2021), le PIB mondial a chuté de 3,5 % en 2020 (*cf.* graphique 1). C'est la deuxième fois qu'il se contracte depuis la Seconde Guerre mondiale et cette contraction a été plus ample que celle observée lors de la crise financière mondiale. D'après l'OIT (2021), ce sont 114 millions d'emplois qui ont été détruits dans le monde en 2020 en raison de la pandémie et des confinements, faisant basculer 33 millions de personnes supplémentaires dans le chômage et 81 millions de personnes dans l'inactivité. Au niveau mondial, les revenus du travail ont chuté de 8,3 %, c'est-à-dire de l'équivalent de 3.700 milliards de dollars et de 4,4 % du PIB mondial. Selon les dernières estimations de Christoph Lakner *et alii* (2021), ce sont 119 à 124 millions de personnes à travers le monde qui ont rejoint la pauvreté extrême en 2020. L'épidémie de Covid-19 risque de creuser les inégalités de revenu, et ce plus amplement que les pandémies passées [[Furceri et alii, 2020](#)].

GRAPHIQUE 1 PIB des pays développés, de la Chine et des autres pays développés (en indices, base 100 au quatrième trimestre 2019)



source : FMI (2021)

Peu s'attendent à ce qu'un rebond rapide de l'activité économique efface les effets de la crise. Selon les prévisions du FMI (2021), le PIB mondial devrait s'accroître de 5,5 % en 2021. Si la Chine a pu retrouver dès l'année 2020 le niveau d'activité qu'elle connaissait au quatrième trimestre de l'année 2019, les autres pays en développement devraient retrouver le leur au deuxième trimestre 2021 et les pays développés le leur le trimestre suivant. Le rebond ne devrait toutefois pas suffire pour permettre à l'activité économique de rejoindre sa trajectoire d'avant-crise : les populations seront définitivement bien plus pauvres qu'elles ne l'auraient été en l'absence de la pandémie.

Les prévisions de croissance, déjà de nature bien incertaine [An *et alii*, 2018], sont ces derniers mois entachées d'une énorme incertitude, tant l'activité économique dépend étroitement des évolutions de l'épidémie et des mesures adoptées par les autorités en vue de la contenir. Certes, la campagne vaccinale a peut-être été plus rapidement amorcée qu'on ne pouvait s'y attendre, mais une grande partie du monde fait désormais face à la propagation de variants, plus contagieux et susceptibles de remettre en cause l'efficacité des vaccins, tandis que la disponibilité de ces derniers reste limitée. Or, même en l'absence de mesures de confinement, la persistance de l'épidémie pèse sur l'activité économique, notamment parce qu'elle amène les individus à restreindre leurs dépenses de consommation par crainte d'être contaminés [Eichenbaum *et alii*, 2020 ; Aum *et alii*, 2020 ; Caselli *et alii*, 2021]. Les ménages n'ont guère dépensé l'épargne forcée qu'ils ont accumulée lors du premier confinement ; au contraire, ils continuent d'épargner. Les

grandes pandémies passées ont précisément été suivies par une longue période de faibles taux d'intérêt, ce qui suggère qu'elles ont durablement pesé sur l'activité économique en alimentant l'épargne de précaution [Jordà *et alii*, 2020].

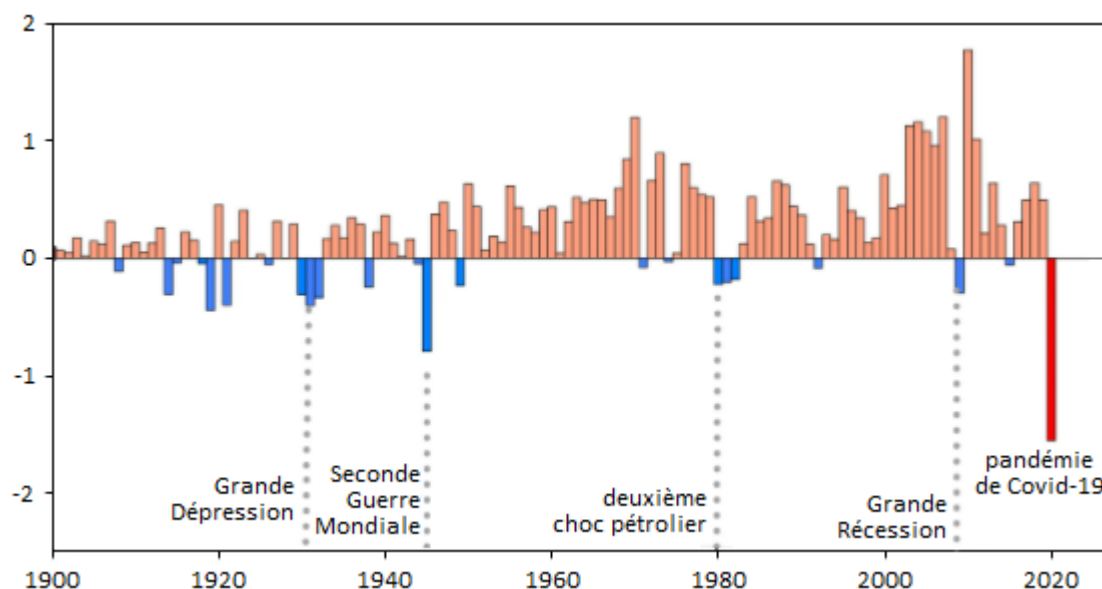
Un tel contexte plaide pour l'adoption de politiques de stimulation de la demande. La politique monétaire étant déjà fortement contrainte par la proximité des taux d'intérêt à zéro, il apparaît nécessaire que les gouvernements contribuent également à stimuler l'activité en adoptant des plans de relance. C'est dans un contexte comme celui que nous observons aujourd'hui que les « multiplicateurs budgétaires » sont susceptibles d'être élevés, c'est-à-dire que l'activité économique est susceptible d'être très sensible à la politique budgétaire. La pandémie et les confinements empêchant ou désincitant les ménages à consommer, du moins ceux des classes moyennes ou supérieures, une relance budgétaire pourrait toutefois être plus efficace si elle passait par l'investissement public.

Bien sûr, le niveau élevé de dette publique alimente les inquiétudes quant à la soutenabilité des dettes publiques. Or, les relances budgétaires adoptées lors des récessions ne tendent guère à accroître l'endettement public à long terme [Auerbach et Gorodnichenko, 2017]. D'autre part, le fait que les grandes pandémies passées aient été suivies par plusieurs décennies de faibles taux d'intérêt suggère que les conditions de financement resteront durablement accommodantes [Jordà *et alii*, 2020].

La maison continue de brûler

Certes, la première moitié de l'année 2020 a été marquée par une chute sans précédent des émissions de CO₂ (*cf.* graphique 2). Relativement aux quantités émises sur la même période en 2019, ce sont 8,8 % de CO₂ en moins qui ont été émis au premier semestre de l'année 2020 [Liu *et alii*, 2020]. Mais il faudrait que les émissions de CO₂ chutent autant qu'elles ne l'ont fait durant la pandémie au cours de chacune des prochaines années pour maintenir à 1,5 °C la hausse des températures relativement à l'ère préindustrielle, ce qui n'est guère soutenable socialement.

GRAPHIQUE 2 Variation annuelle des émissions mondiales de dioxyde de carbone (en gigatonnes)



source : Zhu Liu *et alii* (2020)

Si la baisse des émissions de CO₂ a un coût économique et social, le changement climatique n'en est pas dépourvu. Il freinera surtout le développement économique des pays les plus pauvres [Dell *et alii*, 2012]. En effet, la hausse des températures nuira avant tout aux pays situés dans les zones qui connaissent déjà les températures les plus élevées, or ceux-ci sont très souvent précisément les pays les plus pauvres [Burke *et alii*, 2015]. Par conséquent, le changement climatique tendra à accroître les inégalités entre les pays, donc à freiner le processus de convergence [Burke et Tanutama, 2019]. Les pays développés n'ont toutefois guère intérêt à s'épargner d'adopter des mesures d'atténuation : le changement climatique leur infligera également d'importants dommages économiques [Kahn *et alii*, 2019].

En fait, le changement climatique dégradera bien davantage l'activité économique que ne le feront les mesures susceptibles de l'atténuer, ce qui justifie d'autant plus de lutter contre le changement climatique. Et, dans la mesure où l'accumulation des gaz à effet de serre et la hausse des températures sont en partie irréversibles, les mesures d'atténuation rapporteront d'autant plus qu'elles sont adoptées rapidement, ce qui justifie de ne pas tarder à les mettre en œuvre.

Le double dividende d'une relance verte

Beaucoup ont appelé les gouvernements à profiter de la récession provoquée pour la pandémie pour réaliser une « relance verte », c'est-à-dire pour adopter des mesures permettant, simultanément, de stimuler l'activité économique à court terme et de réorienter la production sur une trajectoire plus respectueuse de l'environnement. Ces appels n'ont pas vraiment été entendus. En fait, les gouvernements ont adopté des plans de soutien et de relance bénéficiant essentiellement à des secteurs polluants, retardant le nécessaire ajustement de l'appareil production en vue d'atteindre les objectifs climatiques [Hepburn *et alii*, 2020]. Le risque est désormais que les gouvernements, préoccupés par les niveaux élevés de dette publique hérités de la pandémie, sabrent davantage leurs dépenses en faveur de l'environnement pour assainir leurs finances publiques.

L'adoption d'une relance « sale » apparaît en fait d'autant plus aberrante qu'une relance verte pourrait davantage accélérer la reprise de l'activité économique. C'est en effet ce que concluent Nicoletta Batini, Mario Di Serio, Matteo Fragetta, Giovanni Melina et Anthony Waldron (2021) en estimant si la taille des multiplicateurs dépendait de la nature, polluante ou non, des dépenses. Ils constatent en effet que tout dollar (public ou privé) dépensé dans les activités neutres en carbone ou dans les puits de carbone accroît l'activité de plus d'un dollar. Leur analyse suggère que les multiplicateurs associés aux dépenses vertes semblent 2 à 7 fois plus élevés que les multiplicateurs associés aux dépenses nuisibles à l'environnement.

L'idée d'une relance verte ne peut être balayée au motif qu'elle risquerait de remettre en cause la soutenabilité des dettes publiques. D'une part, le fait que les multiplicateurs associés aux dépenses vertes soient élevés suggère que ces derniers sont tout ou partie autofinancés : le surcroît d'activité permis par les investissements verts allège les finances

publiques en accroissant les recettes fiscales. D'autre part, il ne faut pas oublier que le changement climatique et les dommages qu'il occasionne risquent eux-mêmes de dégrader les finances publiques et de pousser les dettes publiques sur une trajectoire encore moins soutenable [Cevik et Jalles, 2020].

Références

AGRAWALA, Shardul, Damien DUSSAUX & Norbert MONTI (2020), « What policies for greening the crisis response and economic recovery? Lessons learned from past green stimulus measures and implications for the COVID-19 crisis », OCDE, *environment working paper*, n° 164.

AUERBACH, Alan J., & Yuriy GORODNICHENKO (2017), « Fiscal stimulus and fiscal sustainability », NBER, *working paper*, n° 23789.

AN, Zidong, Joao JALLES & Prakash LOUNGANI (2018), « How well do economists forecast recessions? », FMI, *working paper*, n° 18/39.

AUM, Sangmin, Sang Yoon (Tim) LEE, Yongseok SHIN (2020), « COVID-19 doesn't need lockdowns to destroy jobs: The effect of local outbreaks in Korea », NBER, *working paper*, n° 27264.

BATINI, Nicoletta, Mario DI SERIO, Matteo FRAGETTA, Giovanni MELINA & Anthony WALDRON (2021), « Building back better: How big are green spending multipliers? », FMI, *working paper*, n° 21/87.

BURKE, Marshall, Solomon M. HSIANG & Edward Miguel (2015), « Global nonlinear effect of temperature on economic production », in *Nature*, vol. 527.

BURKE, Marshall, & Vincent TANUTAMA (2019), « Climatic constraints on aggregate economic output », NBER, *working paper*, n° 25779.

CASELLI, Francesca, Francesco GRIBOLI & Damiano SANDRI (2021), « Protecting lives and livelihoods with early and tight lockdowns », in CEPR, *COVID Economics: Vetted and real-time papers*, n° 66.

CEVIK, Serhan, & João Tovar JALLES (2020), « An apocalypse foretold: Climate shocks and sovereign defaults », FMI, *working paper*, n° 20/231.

DELL, Melissa, Benjamin F. JONES & Benjamin A. OLKEN (2012), « Temperature shocks and economic growth: Evidence from the last half century », in *American Economic Journal: Macroeconomics*, vol. 4, n° 3.

EICHENBAUM, Martin, Serigio REBELO & Mathias TRABANDT (2020), « The macroeconomics of epidemics », NBER, *working paper*, n° 26882.

FMI (2021), *World Economic Outlook Update*, janvier.

GRANDJEAN, Alain (2019), *Agir sans attendre*, éditions Les Liens qui libèrent.

HEPBURN, Cameron, Brian O'CALLAGHAN, Nicholas STERN, Joseph STIGLITZ & Dimitri ZENGHELIS (2020), « Will COVID-19 fiscal recovery packages accelerate or retard progress on climate change? », Smith School, working paper, n° 20-02.

JORDÀ, Oscar, Sanjay R. SINGH & Alan M. TAYLOR (2020), « Longer-run economic consequences of pandemics », Federal Reserve Bank of San Francisco, working paper, n° 2020-09.

KAHN, Matthew E., Kamiar MOHADDES, Ryan N. C. NG, M. Hashem PESARAN, Mehdi RAISSI & Jui-Chung YANG (2019), « Long-term macroeconomic effects of climate change: A cross-country analysis », FMI, working paper, n° 19/215.

LAKNER, Christoph, Nishant YONZAN, Daniel GERSZON MAHLER, R. Andres CASTANEDA AGUILAR & Haoyu WU (2021), « Actualisation des estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté : retour sur 2020 et perspectives pour 2021 », in blog de la Banque Mondiale, 11 janvier.

LIU, Zhu, et alii (2020), « Near-real-time monitoring of global CO2 emissions reveals the effects of the COVID-19 pandemic », in Nature, n° 5172.

OIT (2021), ILO Monitor: COVID-19 and the world of work, septième édition.

Ajouter un commentaire

▼ CAPTCHA

Cette question sert à vérifier si vous êtes un visiteur humain ou non afin d'éviter les soumissions de pourriel (spam) automatisées.

Quelle est la capitale de la France ?